

SYRIE : Gaz sarin en mains « rebelles »

- Actualité politique internationale - Moyen Orient - 5.1. Syrie -

Publication date: dimanche 12 mai 2013

Description:

« En Syrie, il n'y a pas d'un côté les gentils et de l'autre les méchants » affirme Mme Carla del Ponte.

Pour avoir dit cela, qui contraste avec la version unilatérale et mensongère affichée jusqu'ici par les responsables politiques, les journalistes et les idéologues de l'ingérence humanitaires (Amnesty International, Human Right Watch, Médecins sans Frontières), Mme Carla del Ponte devra-t-elle se rétracter ?

Sylvia Cattori

6 mai 2013

in www.silviacattori.net

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Nous l'avions dit avant Carla del Ponte [1]

« *En Syrie, il n'y a pas d'un côté les gentils et de l'autre les méchants* » affirme Mme Carla del Ponte. Pour avoir dit cela, qui contraste avec la version unilatérale et mensongère affichée jusqu'ici par les responsables politiques, les journalistes et les idéologues de l'ingérence humanitaires (Amnesty International, Human Right Watch, Médecins sans Frontières), Mme Carla del Ponte devra-t-elle se rétracter ?

L'utilisation de gaz sarin « a été faite par les rebelles » [2]

a déclaré Mme Carla del Ponte à la Radio Télévision suisse-italienne, le 5 mai. **Elle a précisé que le gaz sarin « a été utilisé par les rebelles et non pas par les autorités gouvernementales »** ; et que les enquêteurs de l'ONU « se sont rendus dans des pays voisins [de la Syrie] pour interviewer des victimes, des médecins et du personnel médical. Selon leur rapport, la semaine dernière, « *il existe des suspicions fortes et concrètes, mais pas encore de preuves incontestables, de l'emploi de gaz sarin* ».

La presse internationale a toujours fait la part belle aux groupes armés qui sévissent en Syrie et ont causé tant de souffrances au peuple syrien. En les présentant comme des « *opposants révolutionnaires* », des « *libérateurs* » et en attribuant systématiquement à l'armée syrienne régulière - une armée de défense issue du peuple - la responsabilité des crimes que ces groupes terroristes commettent, les journalistes ont de facto légitimé, voir couvert, leurs exactions.

Depuis le début du conflit en Syrie les journalistes, de notre prétendue « *presse libre* », ont relayé les fausses nouvelles de l'OSDH comme émanant d'une source neutre et fiable. Or, l'OSDH, nous le répétons depuis 2011, est un organe de pure propagande et non pas une ONG humanitaire. Créé par des opposants syriens au gouvernement de Damas vivant à l'extérieur, l'OSDH, qui se fait le relais de la propagande des milices armées, n'a rien à voir avec une opposition démocratique représentative.

A quoi a servi la propagande de guerre que relayent aveuglément depuis deux ans nos journalistes ?

La désinformation qu'ils colportent - allant immanquablement dans le sens de la criminalisation du gouvernement de Bachar el-Assad et des Syriens qui le soutiennent - a objectivement servi les visées bellicistes des puissances engagées à déstabiliser la Syrie ? : France, Qatar, Israël, Arabie Saoudite. Elle a servi à légitimer les actions criminelles des gangs armés et à faire croire que le président Assad - qui, soit dit en passant, est un chef d'État tout à fait rationnel et sain d'esprit quand on analyse ses discours - est un fou, un sanguinaire, un nouvel Hitler.

Nous avons documenté à maintes reprises cette criminelle collusion de nos médias avec l'OSDH et l' « *opposition* » terroriste (qualifiée à tort de « *révolutionnaire* »).

Depuis l'été les journalistes ont mis beaucoup de zèle à relayer les fausses informations de l'OSDH disant que l'armée syrienne régulière allait faire usage d'armes chimiques.

Ainsi, alors que la manipulation des groupes armés et de l'OSDH sautait aux yeux, nos médias ont notamment repris les accusations de l'OSDH selon lesquelles :

- en décembre le gouvernement de Bachar al Assad avait fait usage d'armes chimiques à Homs.
- en mars l'armée de Bachar el-Assad avait fait usage d'armes chimiques près d'Alep et de Damas.

Les récentes déclarations de Mme del Ponte viennent d'apporter enfin un démenti à ces accusations. Elles nous laissent espérer que justice soit faite. En effet, il y a quelque mois elle avait déclaré : « *Il n'y aura pas de paix en Syrie sans justice* ».

Reste à savoir si la Commission d'enquête de l'ONU, dont Mme Carla del Ponte est membre, veuille bien faire (ce qui n'a pas été fait en Irak et en Libye) toute la lumière de manière à désigner les véritables criminels qui ont conduit la Syrie, ce pays magnifique et prospère qui n'agressait pas ses voisins, dans une guerre atroce - orchestrée pour commencer par le président Nicolas Sarkozy - qui a déjà ôté la vie à tant de Syriens.

Silvia Cattori

6 mai 2013

[1] Voir :

Des armes chimiques en provenance de Libye aux mains des « opposants » syriens
<http://www.silviacattori.net/articl...>

L'Occident couvre le bombardement chimique des terroristes en Syrie
<http://www.silviacattori.net/articl...>

Les rapports sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie ? Un air de déjà vu...
<http://www.silviacattori.net/articl...>

[2] Nous aimerions que Mme Carla del Ponte fasse un pas supplémentaire : qu'elle qualifie de terroristes ce que l'appareil politico - médiatique qualifie de manière abusive de rebelles alors qu'il s'agit de gangs armés, financés et encadrés par des puissances étrangères.